

Les riches ont-ils vraiment gagné (et si oui, qui de la gauche ou de la droite en est le plus responsable) ?



La planète compte 12 millions de millionnaires, dont 500 000 en France

Dans son livre "Pourquoi les riches ont gagné", Jean-Louis Servan-Schreiber dresse le bilan d'un accroissement du poids des plus fortunés : la planète compte 12 millions de millionnaires, dont 500 000 en France. Le milliardaire Warren Buffet avait déjà fait un constat similaire sur cette "victoire" des plus riches.

Avec [Jean-Louis Servan-Schreiber](#) et [Nicolas Goetzmann](#)

Jean-Louis Servan-Schreiber est un journaliste, patron de presse, et essayiste français. Il est l'auteur du livre "Pourquoi les riches ont gagné", paru le 8 janvier 2014 aux éditions Albin Michel.

Nicolas Goetzmann est stratéguiste macroéconomique et auteur d'un rapport sur la politique monétaire européenne pour le compte de la Fondapol.

Nicolas Goetzmann est stratéguiste macroéconomique et auteur d'un rapport sur la politique monétaire européenne pour le compte de la Fondapol.

Read more at <http://www.atlantico.fr/users/alain-fabre-et-nicolas-goetzmann#cZt6bzSUiHwKxPoO.99>

Nicolas Goetzmann est stratéguiste macroéconomique et auteur d'un rapport sur la politique monétaire européenne pour le compte de la Fondapol.

Read more at <http://www.atlantico.fr/users/alain-fabre-et-nicolas-goetzmann#cZt6bzSUiHwKxPoO.99>

Nicolas Goetzmann est stratège macroéconomique et auteur d'un rapport sur la politique monétaire européenne pour le compte de la Fondapol.

Read more at <http://www.atlantico.fr/users/alain-fabre-et-nicolas-goetzmann#cZt6bzSUiHwKxPoO.99>

Nicolas Goetzmann est stratège macroéconomique et auteur d'un rapport sur la politique monétaire européenne pour le compte de la Fondapol.

Read more at <http://www.atlantico.fr/users/alain-fabre-et-nicolas-goetzmann#cZt6bzSUiHwKxPoO.99>

Nicolas Goetzmann est stratège macroéconomique et auteur d'un rapport sur la politique monétaire européenne pour le compte de la Fondapol.

Read more at <http://www.atlantico.fr/users/alain-fabre-et-nicolas-goetzmann#cZt6bzSUiHwKxPoO.99>

Nicolas Goetzmann est stratège macroéconomique et auteur d'un rapport sur la politique monétaire européenne pour le compte de la Fondapol.

Read more at <http://www.atlantico.fr/users/alain-fabre-et-nicolas-goetzmann#cZt6bzSUiHwKxPoO.99>

[Voir la bio en entier](#)

Atlantico : Warren Buffet, milliardaire américain, disait "La lutte des classes existe toujours, mais c'est nous, les riches, qui la menons. Et nous la gagnons". Les riches ont-ils gagné ? Et quels riches ? Tous ceux qui, dans un pays comme la France, gagnent 6 000 euros net par mois et plus ou les hyper-riches, ce 0,1 % de la population ?

Jean-Louis Servan-Schreiber : La citation de Warren Buffet est plus qu'emblématique et je suppose qu'il l'a faite au deuxième degré. Certes, je suis d'accord avec lui quand il dit que les riches ont gagné mais je ne pense pas qu'ils aient gagné la lutte des classes car je pense qu'il n'y a plus de lutte des classes.

Les riches sont un sous-produit de la croissance et de l'augmentation globale de la richesse du monde. Depuis l'an 2000, celle-ci s'est accrue de 70%. **Automatiquement, cette croissance a produit des riches mais cette croissance a également réduit la pauvreté dans des proportions plus rapides même que celles souhaitées par l'ONU. Les plus favorisés en ont, de leur côté tiré le meilleur parti.** Dans une population comme la France, la richesse a différents aspects : les salaires élevés, les patrimoines importants, les rentiers, les entrepreneurs... Cette richesse se tient autour de 1% de la population. **Ainsi, en France, on a 1% de riches, 14% de pauvres et 85% de classes moyennes.** 12 millions de personnes sont millionnaires (en dollars) dont 500 000 en France. On est dans une richesse modérée car il suffit d'avoir un immeuble à Paris, par héritage ou une étude de notaire qui fonctionne bien pour être riche. L'image des riches que les médias véhiculent est associée à des symboles excessifs qui faussent la perception. La richesse commence à 7500 euros par mois ou à un million de patrimoine. Mais entre le notaire dont l'étude vaut un million et Warren Buffet, il y a un rapport de un à soixante mille. Les riches sont un monde incroyablement éclaté.

Nicolas Goetzmann: On peut effectivement distinguer deux approches différentes, soit en prenant en compte les personnes qui disposent d'un revenu issu de leur travail soit ceux qui disposent d'un capital leur permettant de figurer dans les 0,1%. Evidemment les deux phénomènes n'ont à peu près rien à voir.

L'inégalité entre les revenus du travail trouve sa source principale dans le système éducatif, et de l'inégalité réelle face à ce système. Une société qui base sa croissance sur un haut niveau d'expertise a besoin de salariés

hautement qualifiés. Dès lors que le niveau de qualification est élevé, le salarié entre dans le cercle vertueux de la mondialisation, alors que la personne « en dehors » se retrouve totalement piégée. Le premier voit son salaire progresser de façon régulière, le second est en perpétuelle confrontation à la précarité.

Les 0,1%, c'est autre chose. Les détenteurs de capitaux profitent depuis le début des années 80 d'un virage économique majeur, qui a été la lutte contre la grande inflation des années 70. **Alors que les politiques inflationnistes ont eu pour effet de donner le pouvoir aux revenus du travail par rapport aux revenus du capital (jusqu'à un certain point), le renversement de tendance a précipité la hausse des inégalités.** Ce phénomène n'est pas une surprise. En désignant l'inflation comme adversaire numéro 1, vous acceptez de fait un niveau de chômage élevé. C'est ce chômage élevé qui va peser et donner la main forte à l'employeur, et au bout de la chaîne au capital.

En quoi les riches ont-ils gagné ? Comment s'exerce le pouvoir des riches ? Grâce à qui les riches ont-ils gagné ?

Jean-Louis Servan-Schreiber : Les riches ont bien sûr gagné de l'argent, mais aussi du pouvoir. D'abord par affaiblissement des autres : les Etats ont moins, moins d'autorité, moins de moyens qu'avant. La démocratie classique vit une crise historique, profonde, durable, de son pouvoir. Le vieux schéma de Montesquieu ne tient plus beaucoup parce que l'exercice réel du pouvoir aujourd'hui se fait, par exemple, dans le cadre de ces cérémonies politiques que sont les conférences de presse. Là, on a les vrais protagonistes qui sont l'exécutif, les médias (qui sont ceux auxquels doit se confronter l'exécutif) et l'opinion (nourrie par les médias et dont les humeurs sont captées par les sondages). Jamais, aujourd'hui, on aurait une telle solennité pour une séance d'explications à l'Assemblée nationale. La politique classique est affaiblie. Le pouvoir économique privé, entre les mains des riches devient le nouveau quatrième pouvoir après l'exécutif, les médias et l'opinion. Lors de la conférence de presse du 14 janvier, François Hollande a, implicitement, consacré le rapport entre le pouvoir économique et l'exécutif, les deux autres pouvoirs étant dans l'ombre.

Les riches ont gagné du fait de la déréglementation et de la libéralisation du fonctionnement financier. **Un grand tournant politique à la fin du XXe siècle qui a commencé avec Reagan et Margaret Thatcher il y a trente ans et ne fait que se confirmer avec, par exemple les dénationalisations en Russie ou en Chine, à l'origine d'immenses fortunes.** De plus, la lutte des classes a disparu et, sur le plan idéologique, l'effondrement des puissances morales qui interpellaient au niveau des valeurs (la religion et la nébuleuse communiste marxiste) se sont effondrées. L'argent et son culte se retrouvent seuls en lice.

Nicolas Goetzmann: Les riches ont gagné ces 30 dernières années mais il ne s'agit pas de la fin de l'histoire. Il me semble que le vent est en train de tourner, même si le processus va être long à corriger. Le pouvoir économique des riches s'exerce principalement par la protection du capital lors de crises économiques. **C'est le travail qui est la variable d'ajustement dans de telles circonstances, et le capital est protégé par le maintien de politiques anti-inflationnistes.**

Mais le creusement des inégalités que nous constatons depuis 30 ans n'est une victoire pour personne, c'est d'ailleurs le sens de la déclaration de Warren Buffet qui trouvait inconcevable que le taux d'imposition de sa secrétaire soit plus élevé que celui auquel il était soumis. Mais cette déclaration est surprenante de la part de Buffet, car le taux d'imposition n'est qu'un moyen de corriger la conséquence des différences, alors que la cause est ailleurs.

Depuis 1980, gauche et droite, en France, ont promu la politique de désinflation qui est la cause majeure du phénomène. Une telle politique consiste à refuser toute tension économique, je veux dire par là que le niveau d'activité est artificiellement affaibli par la voie monétaire. Ce qui provoque une situation de sous-emploi et un affaiblissement des plus fragiles de la société. **En soi, cela est purement scandaleux, car une telle politique ne s'est avérée nécessaire que jusqu'à la deuxième moitié des années 80, lorsque l'inflation était sous contrôle.**

Depuis lors, les différents gouvernements se sont contentés d'essayer d'écoper les conséquences en empilant les aides sociales, les idées délirantes du type 35 heures, ou la mise en place d'emplois aidés. En ne traitant que les symptômes il était peu probable d'obtenir un résultat satisfaisant. C'est ce que Philippe Séguin avait appelé le « Munich Social », le fait de baisser les yeux devant ce phénomène dévastateur.

Barack Obama déclarait que la réduction des inégalités était le plus grand défi de notre temps. En l'état actuel, est-ce vraiment la plus grande priorité ?

Jean-Louis Servan-Schreiber : En France, non, car nous restons l'un des pays les moins inégalitaires après les nations scandinaves. Bien sûr cela pose problème aux plus pauvres, qui sentent qu'ils ne sont plus une priorité absolue pour le pouvoir politique. **Un récent sondage montre que 63% des Français pensent que les inégalités augmentent. Or c'est faux.** Dans son rapport annuel, l'INSEE montre que, depuis deux ans, les inégalités se sont réduites en France du fait de l'impact de la fiscalité.

En revanche, aux Etats-Unis, les inégalités sont galopantes. Barack Obama a raison de dire que les inégalités y sont une priorité sur le plan financier et sur le plan de l'éducation.

Nicolas Goetzmann: Barack Obama fait de la politique, et le sujet des inégalités est devenu une figure de style politique. C'est pour moi une sorte d'aveu d'impuissance face à la pauvreté. A partir du moment où le politique renonce, par découragement, à lutter contre la pauvreté, il va s'attaquer aux riches par l'impôt. De cette façon, les inégalités vont se réduire, mais la situation de plus pauvres ne risque pas de s'améliorer. **Le plus grand défi de notre temps, ce ne sont pas les inégalités, c'est la pauvreté, comme cela l'a toujours été.**

François Hollande, parmi d'autre, s'est servi de cette rhétorique. Pour quoi faire ? Taxer les riches à 75%. C'est-à-dire en désincitant les revenus élevés en lieu et place de mettre en place une politique qui aurait pour objectif structurel d'améliorer la condition des plus fragiles. Nous ne sommes plus dans la politique ici, c'est du populisme. Désigner un coupable et taper dessus, tout en sachant que cela n'améliora pas la condition de ceux qui méritent d'être aidés. Voilà la seule ambition d'une telle loi. Un épouvantail moralisateur et inefficace qui ne fait que traduire le renoncement face à la pauvreté.

Le postulat selon lequel les riches auraient gagné implique-t-il que la lutte des classes soit terminée ? Le cas échéant, comment réduire cette fracture des classes sociales ?

Jean-Louis Servan-Schreiber : La lutte des classes est un faux sujet. Il faut faire attention aux mots du XIXe siècle qui finissent par nous faire répéter les mêmes choses sans nous faire réfléchir à ce qu'il y a de nouveau à notre époque. Les classes telles que Marx les connaissait ont disparu : la classe ouvrière ne représentant plus que 12% de la population et la classe paysanne 2%, il ne peut plus y avoir de lutte des classes au sens marxiste du terme.

Si on regarde la perspective mondiale, le XXIe siècle est et sera de plus en plus le siècle de la classe moyenne. C'est à l'intérieur de celle-ci que se joueront les rapports de force. Les classes se déterminent maintenant par un niveau économique et un potentiel culturel. Ca n'est plus les ouvriers, les artisans, les bourgeois : ça n'a plus de sens.

Nicolas Goetzmann : Il suffit de redéfinir les règles de base. Que notre politique monétaire vise le plein emploi, c'est-à-dire de mettre l'économie dans une situation de tension permanente. Le plein emploi, c'est cet état qui permet à un salarié de démissionner et de retrouver un travail le lendemain. **C'est la situation ou employeurs et employés sont égaux dans la négociation, et c'est ainsi que la part de revenus du travail va commencer à reprendre des galons par rapport aux revenus du capital.** Si cela devient compliqué d'obtenir des salariés, on rétablit le rapport de force. C'est ça, la justice sociale, et non toutes ces politiques moralisatrices. Le plein emploi c'est l'abolition de la peur et le retour de l'ambition et de la confiance. Ce qui est difficile à accepter est que la mise en place d'un tel processus ne dépend que d'une décision politique.

Dès lors que la situation des plus démunis est en phase d'amélioration, l'idée même d'inégalités perdra de son intérêt. La richesse des autres est insupportable lorsque l'on ne boucle pas ses fins de mois, elle est insignifiante si on peut vivre décemment.

Les riches auraient gagné sur tous les tableaux : l'argent, l'influence politique et souvent le contrôle des médias. Qu'est-ce qui pourrait s'opposer à leur pouvoir ? Peut-on faire la guerre aux riches ?

Jean-Louis Servan-Schreiber : Pour le moment rien ! Il n'y a plus d'opposition. **Comme les riches sont puissants, le pouvoir politique a besoin de pactiser avec le pouvoir économique. On est dans le compromis historique permanent.** Les Français ont tendance à tout voir en termes de conflits, mais il faut s'y faire : le monde est devenu davantage social-démocrate.

A quoi ça sert de faire la guerre aux riches ? Qu'est-ce qu'on y gagne ? Si on voulait les éradiquer, d'autres vont se créer !

Nicolas Goetzmann: Je n'arrive pas à voir le monde d'une façon aussi manichéenne. Je constate par exemple que le pays le plus en avance pour agir en faveur du plein emploi, ce sont les Etats Unis, temple du libéralisme. Ce même libéralisme est attaqué en France avec une grande vigueur alors même que les résultats obtenus sur le plan du chômage sont autrement plus probants que ceux de François Hollande par exemple, qui est pourtant le tenant d'un discours qui se dit social. Mais il n'a de social que le nom.

Je constate également que la seule banque qui prône le retour au plein emploi via des politiques de relance est...Goldman Sachs. Son chef économiste, Jan Hatzius, s'est en effet manifesté à plusieurs reprises contre les politiques d'austérité, et ce depuis le début de la crise. La réalité n'est pas aussi simpliste qu'un discours de campagne électorale. La guerre aux riches n'a aucun sens, la guerre contre la pauvreté en a un.

La victoire des riches ne peut-elle pas être relativisée par le fait qu'ils vivent une lutte des classes interne ? Les Français détestent-ils les riches ?

Jean-Louis Servan-Schreiber : Cela ne sert à rien d'annoncer la victoire des riches comme un désastre. Il vaut mieux la considérer comme quelque chose avec lequel il faut vivre. Mais, évidemment que ce n'est pas une victoire totale, notamment dans un pays comme la France, où la redistribution est considérable (1/3 des revenus fait l'objet d'allocations diverses : retraites, remboursements de sécurité sociale, indemnités chômage...). On ne peut pas dire que les riches dominent partout, mais ils influencent fortement le pouvoir et sont mieux entendus que les classes moyennes et pauvres. Pour autant ils n'exploitent pas la société. **L'image simpliste de l'un qui s'enrichit en prenant à l'autre n'existe plus. Aujourd'hui riches et pauvres améliorent leurs situations ; c'est juste que les riches vont plus vite.**

Les Français ne détestent absolument pas les riches. Selon les enquêtes d'opinion, les 2/3 sont indifférents. Le tiers restant est partagé entre ceux qui admirent et ceux qui sont agacés. Il n'y a pas de détestation. Les Français ont du bon sens : ce n'est pas un crime d'être riche !

Propos recueillis par Marianne Murat